

Réunion la 1ère

Des économies à tout prix... au détriment du service public ?

Des élus du CSE de Réunion la 1ère ont voté une motion pour s'interroger sur la clôture budgétaire 2025 de l'établissement. La station a achevé 2025 avec un excédent de **617 000 euros** et une économie d'environ **0,5 ETP**.

Un constat qui interroge, y compris au regard des **trois abstentions** lors du vote de cette motion.

Cette motion dit clairement, que Réunion la 1ère a généré un excédent alors même que tous les moyens n'ont pas été utilisés. **Bonne gestion budgétaire pensez-vous ?**

Dans le détail, cet excédent repose principalement sur **740 000 euros d'économies sur les charges de personnel**. Autrement dit, **des postes non pourvus, des moyens humains non mobilisés, une activité contrainte**.

Et pendant ce temps-là, sur le terrain, chacun le sait : les équipes ont été mises **sous pression**, les **organisations tendues**, et de nombreux projets, émissions ou développements ont été **ralentis** ou **abandonnés faute de moyens**.

Certains élus l'ont clairement exprimé : **Cet excédent ne traduit pas une amélioration de la situation, mais le résultat de moyens non utilisés**.

Ils déplorent que cet argent n'ait pas été réinvesti localement.
Ces marges auraient dû servir à :

- Renforcer la production interne
- Soutenir les équipes
- Améliorer la qualité des programmes
- Permettre davantage de souplesse dans les remplacements

Nous rappelons également que le pilotage financier n'a pas vocation à dégrader les conditions de travail, ni à affaiblir le service public.

Enfin, la situation sociale reste préoccupante, avec des tensions bien réelles dans les équipes. Comment justifier un excédent quand les besoins sont là, visibles, quotidiens ?

Comment expliquer que l'on fasse des économies alors même que l'activité et les missions exigent des moyens ?

Les moyens doivent servir la production, les programmes et les salariés : Pas l'inverse !

Parce qu'on ne peut pas fonctionner durablement sous contrainte permanente, ni construire un modèle économique reposant sur des économies réalisées au détriment des salariés.